## 

## Termes de Référence : Expert.e Changements Climatiques

|  |  |
| --- | --- |
| **Poste** | Expert.e en changements climatiques |
| **Pays / région** | Poste basé à Tunis en Tunisie.  Déplacements fréquents (20%) dans le pays, notamment dans les 3 Gouvernorats d’intervention (Béja, Gafsa, Kasserine). |
| **Type de contrat** | Contrat d’expertise perlée – une moyenne de 5 HJ/mois |
| **Date de prise de fonction souhaitée** | Octobre 2024 |
| **Durée max. de la mission** | Octobre 2024 - décembre 2026 (à raison de 80 jours maximum sur la durée de la prestation) |
| **Référence projet** | Projet EFOR (Emancipation des Femmes et des Organisations Rurales)  Réf. 22DDU0C190 |

Agence publique, Expertise France est l’acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation… Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD).

**Description du Contexte**

L’agriculture est un secteur important de l’économie tunisienne, contribuant à 9,1% du produit intérieur brut (PIB). Le travail agricole est assuré par les hommes et les femmes, mais avec des différences dans le statut ; près des trois quarts des femmes actives dans le secteur agricole travaillent sans salaire, sans statut, sans accès direct aux moyens de production, financements et formations au sein de l’exploitation familiale. Les femmes jouent un rôle important dans la production vivrière et elles ont aussi un rôle prépondérant dans de nombreuses activités de transformation des produits agricoles et dans le petit élevage. Leurs tâches sont cependant mal répertoriées dans les enquêtes et recensements agricoles ou insuffisamment valorisées. La problématique identifiée dans le cadre de ce projet est celle des inégalités entre les femmes et les hommes en milieu rural, à travers notamment le double enjeu de :

* Génération de revenus pour les femmes agricultrices, qui voient souvent leur droit à un revenu propre ou à la direction/co-direction des exploitations renié, dévalorisé, et/ou accaparé par leur entourage.
* Valorisation de l’image et surtout du statut des femmes agricultrices, dont le faible niveau ou l’inexistence participe aux inégalités de revenus et d’accès aux décisions, en assimilant leur travail à du travail domestique, par conséquent gratuit.

**Description du projet**

Dans le cadre d’une délégation de fonds de l’AFD, Expertise France va mettre en œuvre ce projet à partir de mars 2023 dont la finalité est d’améliorer l’égalité des femmes et des hommes dans le secteur agricole en Tunisie. Le projet se déroulera dans 3 Gouvernorats : Béja, Gafsa et Kasserine. Le projet vise à soutenir les dynamiques de changement social :

- en accompagnant l’évolution des normes sociales dans les communautés ciblées (Sous-objectif spécifique 1 : Les normes sociales dans les communautés cibles évoluent pour plus d’égalité femmes-hommes) ;

- en soutenant la production agricole et en favorisant l’adaptation des exploitations au changement climatique (Sous-objectif spécifique 2 : Les contraintes de genre et d’adaptation au changement climatique sont prises en compte de façon effective au niveau des exploitations agricoles) ; et

- en accompagnant les initiatives entrepreneuriales collectives de femmes, qui cherchent à mieux valoriser leurs productions (Sous-objectif spécifique 3 : Les groupements féminins existants sont soutenus et accompagnés dans leur professionnalisation afin que ces structures soient des outils durables de génération de revenus).

Le projet vise aussi l’institutionnalisation de ces changements par les acteurs du secteur (Sous-objectif spécifique 4 : L’environnement institutionnel est mieux à même de prendre en compte du genre dans le développement agricole).

Le Bénéficiaire du projet EFOR est l’État tunisien, sous la maîtrise d’ouvrage du Ministère de l’Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche (MARPH) et du Ministère de la Famille, de la Femme, de l’Enfance et des Seniors (MFFES). Le Bureau d’appui à la femme rurale (BAFR), au sein du MARPH, sera un des principaux moteurs du projet. Le BAFR poursuit une stratégie d’appui à l’émergence de groupements féminins et souhaite accroître sa capacité à soutenir la professionnalisation de ces organisations professionnelles agricoles (OPA). Les Commissariats Régionaux de Développement Agricole (CRDA) sont les entités déconcentrées du MARPH qui coordonnent, facilitent, mettent en œuvre les actions du ministère. Les CRDA hébergent les « Arrondissements femmes » du BAFR et offrent appui logistique et expertise technique. Le MFFES et les Cheffes d’arrondissement femmes au sein des commissariats de la femme, famille, enfance et seniors seront aussi impliqués dans le pilotage au niveau institutionnel et opérationnel.

**Informations complémentaires**

**Equipe projet**

La coordination du projet se fera depuis Tunis avec des déplacements fréquents dans les trois Gouvernorats ciblés. A titre indicatif, l’équipe sera composée de 8 autres personnes : 1 chef.fe de projet, 1 coordinateur.trice OPA, 3 animateurs.trices basé.e.s sur le terrain (un par Gouvernorat), 1 chargé.e d’administration et de communication, 1 chargé.e de suivi-évaluation et 1 chargé.e de subventions. Des expertises court ou moyen terme, avec lesquelles la Coordinatrice Genre pourra être amenée à collaborer, seront aussi mobilisées au cours de la mise en œuvre du projet.

L'équipe projet s'appuiera sur la Cellule d’appui mutualisé (CAM) d'Expertise France qui a été créée à Tunis : elle sera mobilisée afin de compléter les services supports (logistique, administratif, opérationnel) apportés par Expertise France sur le terrain et au siège, nécessaires à la bonne exécution du projet. Cette cellule permet notamment de mutualiser les ressources humaines sur plusieurs projets de coopération, la Tunisie étant l’un des principaux pays d’intervention d’Expertise France. Elle est dirigée par un coordinateur des fonctions transversales qui anime une équipe constituée d’un service financier et d’un service juridique, logistique et achats.

**Contexte Spécifique :**

La Tunisie est l’un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques à l’échelle mondiale. Le pays a un score de vulnérabilité élevé, ce qui en classe le pays au rang de 21è parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique.

En l'absence de politiques d’adaptation, le changement climatique risque d’exacerber la situation économique. C’est ce qu’indique une étude réalisée par les équipes de l’Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ), intitulée "[Impacts macroéconomiques et enjeux d’adaptation du secteur agricole au changement climatique](http://www.itceq.tn/files/etudes/modele-Gemmes-Tunisie.pdf)".

En effet, la Tunisie est caractérisée par un climat aride à semi-aride au plus de 80% de son territoire et une pénurie croissante des ressources en eau. Elle est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique et figure au 34e rang selon l’Indice de Vulnérabilité Physique au Changement Climatique (IPVCC) parmi 192 pays du monde (FERDI, 2019).

Dans ce contexte, et dans le cadre de Sous-objectif spécifique 2 du Projet EFOR : Les contraintes de genre et d’adaptation aux changements climatiques sont prises en compte de façon effective au niveau des exploitations agricoles ; se fonde les Objectifs de cette consultance.

**Missions**

En tant qu’expert spécialisé sur les questions des Changements Climatiques, il ou elle sera valorisé(e) sur le terrain mais également dans la co-construction de modules de formation ;

Elle ou il conçoit et conduit l’ensemble des activités relatives à la clarification conceptuelle, l’acquisition des connaissances abstraites ou spéculatives comme les droits humains et l’autonomisation des femmes dans un contexte de changement climatique. Il ou Elle fait un état de l’art relatif aux concepts utilisés, élabore et organise en relation avec l’équipe projet, les interprétations basées sur le recueil des données empiriques.

L’expert.e CC sera impliqué.e dans la mise en œuvre directe de certaines activités et tâches, tout en jouant un rôle crucial dans la cohérence et l'intégration de l'approche genre à travers toutes les activités du projet, notamment :

* **Renforcement des capacités de l’équipe projet :** L’expert.e Changement climatique soutiendra l'équipe du projet tout au long de sa mise en œuvre pour renforcer les compétences transversales de tous les membres sur la perspective de changement climatique dans le développement rural durable. Cela inclura notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de suivi-évaluation utilisant des indicateurs sexo-spécifiques, tels que l'indice pro-WEAI d'autonomisation des femmes dans l'agriculture.
* **Renforcement des capacités des personnels des ministères partenaires (MARHP et MFFES) :** L’expert.e CC aura pour objectif de renforcer durablement les capacités des ministères partenaires, à la fois au niveau central et déconcentré. Cela impliquera la mise en place d'une politique de formation CC descendante, avec une formation de formateurs axée sur la pratique et l'échange d'expériences, touchant environ 30 agents du MARPH et 30 du MFFES.
* **Mise en œuvre directe d'activités :** Parmi les activités directes, l'expert.e CC sera chargé.e de :
  + Développer du matériel pédagogique pour la sensibilisation sur le Changement climatique, pouvant inclure des vidéos, des flyers, etc.
  + Coordonner des campagnes de sensibilisation 360 et apporter un soutien à la société civile pour leur mise en œuvre.
  + Participer à l’évaluation et la sélection des candidatures
  + Participer à l’évaluation des activités déployés sur le terrain et proposer des ajustements et des plans de redressement si nécessaires
  + Participer / appuyer aux activités de plaidoyer pour les propositions de révision de certains textes juridiques en rapport avec les Changements climatiques

Ces responsabilités ne sont pas exhaustives et pourront évoluer en fonction des besoins du projet.

**Profil souhaité**

**Formation**

* Diplôme universitaire niveau Master minimum (bac + 5 minimum) en Agronomie, Agroéconomie, environnement, ou tout autre profil en adéquation avec les missions à réaliser.

**Expérience**

* Un minimum de 15 ans d’expérience professionnelle générale dans le secteur du développement rural, dont au moins 8 ans dans le domaine du développement rural, en particulier dans le contexte rural tunisien.
* Une expérience technique d’au moins 5 ans dans l’accompagnement des OPA et des agriculteurs/rices sur des compétences spécifiques liés aux : changements climatiques et à l’adaptation et la résilience aux changements climatiques, en agriculture durable et en agroécologie.
* Des connaissances approfondies sur les changements climatiques, les dynamiques agricoles dans le contexte rural tunisien et les bonnes pratiques de résilience aux changements climatiques sur les exploitations agricoles sur le territoire national et particulièrement sur les zones d’intervention du projet.
* Des expériences techniques prouvées, participations, actions menées ou éventuellement connaissances approfondies sur les thématiques suivantes : La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), Mécanisme de Développement Propre (MDP), Les Réunions de la Conférence des Parties (COP) et les Contributions Nationales Déterminées (CND), les communications nationales sur les changements climatiques, l’économie Verte, l’économie Circulaire, etc.
* Expérience d’au moins 10 ans en matière de renforcement de capacités/coaching en matière de CC avec notamment la production de diagnostics et la conduite de réunions et d’ateliers (formation, action, vulgarisation) ;
* Expérience professionnelle pertinente dans la mise en œuvre de projets de développement avec des ONG et/ou organisations internationales en rapport avec les changements climatiques
* Expérience exigée / confirmée en formation d’adultes ;
* Excellente connaissance des enjeux du développement en milieu rural, des organisations professionnelles agricoles, etc.
* Une expérience en ingénierie institutionnelle et en accompagnement aux changements au niveau des ministères publics serait un plus.

**Compétences**

* Bonne maîtrise des pratiques et procédures de la gestion des projets (cadre logique, programmation, mise en œuvre, reporting, etc.), de la législation nationale et internationale relative aux changements climatiques, des pratiques des bailleurs de fonds en matière de changement climatique.
* Capacités organisationnelles : autonomie, rigueur, méthode et sens des responsabilités ;
* Excellentes qualités de communication : sens de la diplomatie et de la communication avec des partenaires privés ou publics, locaux et internationaux ;
* Esprit d’équipe et capacité à fédérer des acteurs autour d’objectifs communs ;
* Très bonnes qualités rédactionnelles et de synthèse ;
* Capacités d’adaptation, réactivité et flexibilité ;
* Français obligatoire et arabe tunisien exigés ;
* La connaissance de l’écosystème institutionnel en Tunisie serait un atout ;
* Parfaite maîtrise de l’informatique et des logiciels bureautiques.

**PRESENTATION DES OFFRES**

Les éléments d’offre ainsi que toute correspondance et documents relatifs à la présente consultation doivent être rédigés en français.

A l’appui de leur offre, les candidats devront remettre un dossier constitué des documents suivants :

– Preuve d’enregistrement au registre des sociétés (RNE, k-bis ou équivalent) pour les Cabinet ;

– Le Curriculum Vitae de l’expert(e) désigné(e) pour la mise en œuvre des activités.

– Une décomposition de l’offre financière présentée sous la forme d’un bordereau de prix unitaires indiquant le prix en journée /hommes et les frais de déplacement et d’hébergement (tableau ci-dessous à remplir).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Montant en TND | |
| Tarif en homme/jour | ……………………….. | |
| Autres frais | Déplacement (transport) en TND | Hébergement (la nuitée) en TND |
| Région Beja | …………………. | …………………. |
| Région Kasserine | …………………. | …………………. |
| Région Gafsa | …………………. | …………………. |

– Adresse email de soumission : [achat.tunisie@expertisefrance.fr](mailto:achat.tunisie@expertisefrance.fr)

– Date limite de réception des offres : 22 septembre 2024